

DIEU ET PATRIE.
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIERE
DE LA PENSÉE.
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 20 AVRIL.

CITOYENS,

S'il est dans la vie un spectacle capable de plonger l'âme la plus dévouée dans la tristesse du découragement, c'est, sans contredit, celui d'un grand peuple qui, après avoir conquis, d'un seul bond, ses libertés publiques, et chassé la tyrannie par la seule puissance de son mépris, semble chercher à se donner de nouveaux maîtres, et à céder pièce à pièce l'œuvre de sa régénération. Ces sortes de déceptions arrivent toujours sous la même forme, et ne sont jamais que la représentation exacte les unes des autres, que des éditions à peine revues et corrigées par les auteurs.

Oh ! que dans ma longue vie j'ai assisté de fois à ces déchirants spectacles ! et que de fois je les ai prédits, comme, dès le 26 février je vous avais prédit ce dernier, qui, je l'espère, sera le dernier de tous ! Nos prédictions ne se font pas dans le désert ; mais elles trouvent toujours des esprits incrédules, et qui attendent, pour les croire, que l'événement les ait confirmées de tout point ; et alors à quoi sert la prophétie ? Pas même de leçon pour l'avenir.

Liberté, égalité, fraternité, le samedi soir ; hostilité le dimanche matin ; rappel à grand renfort de caisse ; les tambours battent, les tambours-maîtres annoncent que la patrie est en danger, que les communistes vont attaquer le Gouvernement provisoire. Les ministres l'ignorent ; l'état-major n'en est pas averti, et cette partie réactionnaire de la garde nationale, composée, comme toujours, de MM. les employés, descend en masse sur la place de Grève et encombre tous les étages de l'hôtel de ville, pour garder la personne sacrée de M. Marrast, qui, je crois même, ne s'y trouvait pas.

La portion indépendante de la garde nationale, qui n'est pas initiée dans la tactique secrète, entraînée par le sentiment de son dévouement à nos institutions républicaines, suit la première, prêtant ainsi main-forte, à son insu, aux habiles que l'on avait commandés.

On se demande où est le danger que court la patrie, elle qui, tant que les élections n'ont pas été achevées, n'a pas couru le moindre danger.

Comment ? quand le peuple travailleur garde Paris, la patrie n'est jamais en danger ; et quand la garde nationale est organisée, tout à coup le danger semble sortir de la terre. C'est, en vérité, aussi inexplicable que singulier.

Blanqui, disent les uns, vient demander compte au Gouvernement provisoire de la calomnie qui lui avait jeté tant d'infamie à la face. Sa réfutation avait ébranlé les chaises curules du gouvernement, jusqu'à leur faire perdre équilibre. 50,000 hommes ne suffisaient pas pour s'opposer à la force de cette justification. Ce malade, qu'un souffle renverserait, est un spectre effrayant aux yeux de nos présidents de la République ; spectre, que me veux-tu ? Si Blanqui paraît, disaient quelques-uns dans la foule, il faut lui brûler la cervelle.

Il nous semble, à nous, qu'une balle ne prouve rien ; qu'une réponse à sa réfutation, s'il est coupable, ferait bien mieux votre affaire ; et, s'il est innocent, une réparation.

A bas les communistes ! s'époumonaient à crier des chefs ; et, dociles à des cris partis d'en haut, certains individus se mettaient à l'œuvre et s'apprétaient à jeter à l'eau et à assommer à coups de croisé le premier citoyen qui leur semblerait porter dans son allure le cachet de la communauté. Douce fraternité, qui a ses assommeurs ! Admirable liberté, qui punit l'erreur et la pensée comme un crime ! Courage, Messieurs les Girondins, vous ne maniez

pas mal, dès votre coup d'essai, le 95 ? Ajoutez à votre lyre un gourdin en sautoir. Nous sommes bien loin de croire les idées de la communauté réalisables en France, avec nos penchants égoïstes et nos besoins si peu faciles à satisfaire, avec notre amour et du lucre et du plaisir. Pour vivre en communauté, il faudrait être disciple du Christ ou anachorète, et nous vivons dans un pays essentiellement marchand.

Je ne pense pas non plus que les partisans de la communauté aient jamais eu l'idée d'appliquer leur système en France ; il paraît même que, de longue date, ils s'étaient préparés à une expatriation complète, afin d'aller fonder dans de nouvelles terres un système d'organisation sociale nouveau. Où est donc jusque-là le crime que le code secret de police ait le droit de punir du gourdin ? Mais le gourdin est une arme essentiellement philippiste ; ne l'oubliez pas ! Serait-ce que nous retournerions à ces beaux jours ? Tout cela a l'air d'en prendre la tournure.

Mais où étaient donc Blanqui, votre spectre, et les communistes, votre cauchemar ? Cinquante mille hommes, en faisant la ronde, n'en ont pas trouvé la trace. Bientôt on nous dira que ces tisons d'enfer ont le pouvoir de se rendre invisibles, comme tout ce qui sort de l'enfer.

Cette grande démonstration n'était donc qu'une panique, que l'effet d'un mauvais rêve de leurs majestés Marrast, Buchez et Pagnerre ! Oh ! sires, de grâce, ayez donc soin de vous bien frotter les yeux avant de nous communiquer les arrêts de votre volonté souveraine ! On ne dérange pas ainsi toute une grande ville pour un simple cauchemar ; la tranquillité de Paris, nous osons vous en faire nos remontrances respectueuses, n'a été troublée que par suite de votre accès au cerveau. Rassurez-vous, sires, personne dans le pays n'en veut à votre petite personne ; vous ne comptez autour de vous que de paisibles sujets.

Quant à moi, qui ne suis point communiste, qui n'ai pas vu Blanqui depuis seize ans, et qui me trouvais dimanche matin cloué dans mon lit, courbaturé par la fatigue, les veilles et la pluie, il paraît que je suis entré en tiers dans la cause du cauchemar de ces messieurs.

Dès le matin on voyait des mouchards, de vrais mouchards passés, présents et à venir, placarder sur les boulevards des faubourgs, dans la rue Dauphine et autres débouchés de la capitale, des affiches à la main, pour nous désigner à l'animadversion publique et nous signaler au gourdin des assommeurs. « S'il paraît dans un groupe, disaient quelques-uns de ces nouveaux amis de la fraternité, il faut lui brûler la cervelle ; » rien que cela. Admirables moyens gouvernementaux des Girondins et des modérés ! Vous le voyez, ces gens-là ne demandent pas trois cent mille têtes ! ils se contentent d'une seule à la fois.

D'autres réacteurs criaient à vous assourdir : *A bas les clubs ! nous irons leur lancer des coups de fusil ;* ajoutez : à condition que nous les trouvions désarmés.

Et le lendemain de cette grande démonstration, le *National*, le journal des fortifications, trouvait que la journée avait été excellente ; la *Presse* y voyait une leçon contre les *malfaits* ; le journal des satisfaits, l'*Assemblée nationale*, qui le premier avait donné l'éveil aux membres épouvantés, l'*Assemblée nationale* chantait victoire ; et le *Journal des Débats* félicitait le gouvernement. Entente cordiale de gens définitivement faits pour s'entendre ! Le *Journal des Débats* connaît par expérience toute la puissance d'une émeute, quand il s'agit de consolider un gouvernement de déception !

Gouvernement provisoire, ne répudiez-vous pas un pareil éloge, l'éloge du journal de toutes les *véralités politiques* ? Il ne vous manquait vraiment plus que cela pour vous recommander à la considération publique. Continuez dans cette voie, elle conduit à la *meilleure des Républiques*, et ensuite, plus ou moins tard, à une nouvelle révolution, ou bien à la déconfiture, qui ne se ferait pas autant attendre.

Citoyens de tous les partis, ouvrez-vous enfin les yeux sur vos intérêts véritables ? On vous divise, comme la monarchie vous divisait ; on vous excite les uns contre les autres, comme la monarchie poussait le juste-milieu armé contre les républicains désarmés ; on introduit dans vos rangs des hommes stipendiés, féroces contre les gens désarmés, lâches et foyards devant les gens armés, instruments occultes enfin de toutes les saletés gouvernementales ; séides de Philippe, qui peut-être les paye encore. Citoyens, ce n'est pas là de la république, c'est de la plus hideuse monarchie ; ramenez-la, par votre noble résistance, à la pudeur.

Travailleurs, vous avez vécu en paix en l'absence de toute organisation ; d'où vient que vous vous acharnez les uns contre les autres depuis votre organisation ? Trouvez-vous le mot de l'énigme ? Allons, allons, relevez la tête, et ne vous constituez pas les dupes de la plus coupable, mais aussi, Dieu merci, de la plus impuissante des réactions.

Malheur, trois fois malheur, à une garde nationale qui voudrait encore traiter ses concitoyens comme des Cosaques ! Quand on marche contre des citoyens désarmés, on doit avoir l'arme sur l'épaule gauche, afin d'avoir la droite libre pour la tendre à qui chancelle et à qui tombe dans l'erreur. Les coupables, s'il s'en trouve, on les livre à la justice, mais on ne les frappe pas sans jugement. La garde nationale ne doit pas faire l'office de la garde municipale ; son rôle, c'est la propagande sur la défensive, et non la propagande à coups de baïonnette, parce que, depuis que chacun est garde national, et que la baïonnette n'est plus un monopole, ce serait faire un appel à la guerre civile, que de faire servir cette arme à d'autres fins ; et malheur, dès lors, à notre pays si longtemps malheureux ! Nos divisions ne profiteraient qu'à la haine des rois étrangers qui nous observent.

Emeutes alors, émeutes aujourd'hui.

Nous prions nos lecteurs de lire les pages suivantes avant de chercher à connaître la source où nous les avons puisées :

« Il est pénible de le prévoir, mais le fait n'admet plus, madame, le moindre doute : l'émeute va devenir un moyen gouvernemental. Nous avions laissé le canon de juillet la bouche tournée vers les frontières, qui auraient pu menacer nos libertés nouvelles : le gouvernement issu des barricades a cru prudent de retourner la culasse en dehors et la bouche en dedans. La dernière raison de ses relations extérieures ne sera pas le canon d'Austerlitz ; ce sera l'émeute des rues ; et la royauté de juillet paraît être sûre de faire peur à tout le monde, en laissant croire qu'elle a peur de nous, et que nous avons tous peur les uns des autres. Les notes diplomatiques ne vont plus être que la conjugaison du verbe *avoir peur*, dans tous ses temps, modes et personnes ; et comme on ne tremble jamais tant que lorsqu'on ne saurait dire de quoi on a peur, la panique est devenue épidémique ; on se la communique en se regardant du coin de l'œil. »

« Chaque bourgeois se barricade dans sa maison ; et, pour cela faire, il n'y a qu'à fermer la porte qui donne sur la rue, en se ménageant un peu de jour, pour observer de temps en temps la situation politique de la voie publique ; mais avec quoi pourront se barricader la cour, la justice et l'administration ? Les bourgeois se méfient de ce qui aurait l'air d'une garde royale ; il serait dangereux de mettre trop souvent aux prises avec l'anarchie la naissante garde municipale, crainte que l'anarchie ne s'habitue à lui jeter par le nez le souvenir de la gendarmerie. Il reste un moyen plus simple et moins coûteux ; c'est de se faire une garde royale d'une fraction de la garde nationale, de la portion qui se compose des employés ; ces braves employés civils qui sont

aussi intéressés, pour le moins, à la conservation de leurs places, que la majesté royale peut l'être à la conservation des droits qu'elle tient du vœu librement exprimé de la nation, mais qui, jusqu'à ce jour, s'étaient reposés de ce soin sur les employés militaires. »

« Aussi, au moindre son du tambour du quartier, le bourgeois non employé ferme en toute hâte sa boutique, et se tapit au sein de sa famille; l'employé, le surnuméraire se jette sur son fournil et se rend en courant à son poste, auprès de ses chefs de bureau et de division, les grades étant par rang d'emplois. Le ministère de la justice est sous les armes autour de la colonne Vendôme; celui de la guerre, à Saint-Thomas-d'Aquin; celui de l'intérieur, près des Invalides; celui de l'extérieur, à la porte de l'ambassadeur de Russie; la Liste civile stationne sur le Carrousel; la Poste, autour du cheval de Louis XIV; la Ménagerie et le Mu-éum, sur la place de l'Estrapade, aux portes des *bonnes études*; la police est dispensée de prendre l'habit, en raison de la nature de ses fonctions; elle prend place où elle veut, et jusque dans les rangs de l'anarchie, selon l'occasion. »

« Quant à l'anarchie, elle est là-bas; elle est ici, tout près; elle vient de passer en bon ordre et comme un seul homme; c'est une anarchie terriblement bien organisée et disciplinée, et qui a l'air de bien moins trembler que l'ordre public, un peu trop inséparable de la liberté, sa sœur constitutionnelle. »

Ces lignes sont extraites des *Lettres sur les prisons de Paris*, par F.-V. Raspail. Publiées en 1839 et écrites en 1834; ne les croiriez-vous pas écrites le 17 avril 1848?

Retour au système des poursuites judiciaires.

On lit dans le *Moniteur* :

« M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre de la justice ont, au nom du Gouvernement provisoire, saisi le procureur général près la cour d'appel de Paris, et le commissaire du gouvernement près le tribunal de la Seine, de la connaissance de plusieurs faits qui ont eu lieu dans la journée de dimanche dernier, et desquels il paraîtrait résulter qu'un complot avait existé contre le gouvernement de la République. »

« Sur l'invitation de M. Portalis, M. Landrin a commencé immédiatement des poursuites; un juge d'instruction a été commis; tous les citoyens sont invités à donner à la justice tous les renseignements qu'ils jugeraient utiles à la manifestation de la vérité. »

Nous demandons, nous aussi, une enquête sur la journée du 16 avril, une enquête non pas à la manière ancienne, manière toute royaliste; mais une enquête républicaine, faite au grand jour, et par tous les moyens qui pourront conduire au résultat désiré.

Nous demandons, encore une fois, que les délégués des clubs aient la libre communication de cette officine des vieilles émeutes de police, c'est-à-dire la communication des dossiers et du livre rouge.

Nous voulons remonter aux véritables auteurs de ces bruits alarmants qui ont jeté tout Paris dans la rue, sans que personne sût où il allait et ce qu'on exigeait de lui. Si ces auteurs se trouvent en haut, nous demandons qu'on les poursuive tout aussi bien que s'ils se cachaient en bas. Nous sommes convaincus qu'ils ne sont point en bas; car c'est contre eux que l'on criait à bas. Donc il faut bien que nul ne soit auteur de cette perturbation civique, ou que l'auteur soit en haut.

Mais n'allons pas nous en remettre, sur ce point, au secret des poursuites de parquet; nous savons trop, par une expérience de dix-huit ans, que cette machine à accusation ne fonctionne que sous des inspirations qui ne sont pas toujours celles du peuple. Que le parquet nous permette de lui venir en aide, et que partant il nous donne libre accès dans ses archives, dépositaires de tant de petits secrets gouvernementaux. Là nous trouverons la clef de l'énigme du 16, et dès ce moment il ne prendra plus envie à personne de recommencer. Ne rappelons plus les manœuvres des Persil, des Martin (du Nord), des Jacquinet-Godard, des Zangiacomi. Les procès intentés sous de tels auspices ont tué la monarchie. Ils ne tueraient pas la République; ils l'affligeraient; et puis, au reste, tant mieux, ils l'épure-raient; et malheureusement, elle a encore bien besoin de l'être par des éliminations.

Police secrète.

Une police secrète convient aux monarchies, aux oligarchies soupçonneuses; mais elle peut, à elle seule, tuer une république, en la livrant pieds et poings liés à une poignée

de factieux. Tant que les citoyens ne seront pas appelés à veiller eux-mêmes sur la sécurité du pays, et que la police ne sera pas l'œuvre de tout le monde, on peut être en révolution, mais on ne doit pas se croire en République. Or, en révolution même, c'est à la cité à élire les agents de police, ainsi que les magistrats appelés à les commander et à contrôler leurs actes.

Si la police était organisée sur ce pied, Paris et toutes les villes de France se trouveraient à l'abri et des émeutes des factieux et des émeutes de police, bien plus à craindre que celles des factieux.

Communication du livre rouge et des dossiers de la police aux délégués des clubs.

En voyant le parti que les réacteurs ont tiré de la manifestation du 16, il n'est plus permis à la police de se refuser aux vœux des bons citoyens qui réclament une épuration dans le personnel des administrations de la République, et surtout dans celle des diverses polices; car nous voyons figurer les mêmes hommes qui nous dénonçaient sous Louis-Philippe, et qui sans doute nous dénoncent encore. Est-ce que les perturbateurs ne sont pas toujours de la pâte de ces gens-là? Et ces gens-là ne sont-ils pas toujours au plus offrant?

ÉLECTIONS.

Citoyens, le jour des élections est proche. Que la manifestation du 16 n'influence pas vos suffrages. Gardez-vous bien de toute espèce de préoccupation; recueillez-vous en vous mêmes, devant Dieu et votre conscience: les destinées de la République sont en vos mains; ce serait trahir son mandat que de voter à la légère. C'est en vertu de tout autres inspirations que nous avons adopté la liste annexée à la présente feuille; les noms qui la composent sont ceux qui, dans toutes les manifestations, ont réuni le plus de suffrages et offert, aux vrais amis du pays, le plus de garanties d'ordre, de liberté et d'une fraternité qui ne soit pas seulement dans les mots.

Souvenez-vous que la réaction se propose d'escamoter l'Assemblée nationale comme elle a escamoté la plupart des grades de la garde nationale; la réaction s'est organisée de longue main.

Le peuple pardonne, les pardonnés ne pardonnent jamais.

Histoire de nos soixante ans de révolution! Bon peuple, lui dit-on après la victoire, sois généreux, pardonne, retourne à tes travaux. Et ce peuple n'a pas de peine à entendre cette voix dont il a la pensée dans le cœur. Pendant ce temps, les vaincus se réorganisent pour lui forger des chaînes et l'écraser une fois qu'il est enchaîné.

Heureusement aujourd'hui les vaincus sont une poignée; et en comparaison d'eux le bon peuple, c'est tout le monde, que l'on divise, mais qu'on n'écrasera pas.

Crise financière.

On nous demande beaucoup d'argent; nous voudrions bien qu'on nous rendit un peu compte; car les charges sont lourdes, et cependant nous ne parons à aucune difficulté. On publie la liste des offrandes avec exactitude; pourquoi ne publierait-on pas avec la même exactitude le détail de l'emploi de ces deniers? Nous réclamons cette mesure en toute humilité.

Considérant que le rappel, battu intempestivement, est de nature à jeter le trouble dans la cité, à effrayer les esprits, à nuire au commerce, au travail, à l'industrie, en fatiguant inutilement la garde nationale;

Le Gouvernement provisoire fait savoir que le rappel ne peut être battu dans Paris que par ordre exprès du ministre de l'intérieur ou du maire de Paris, et, dans les circonstances exceptionnelles, de chaque maire d'arrondissement.

Toute contravention à cet égard sera sévèrement punie. Cela est fort bien; mais pourquoi ne pas nous faire connaître le nom de la personne qui a osé jeter ainsi l'épouvante dans Paris?

Tristes nouvelles des départements.

La tranquillité publique a été gravement troublée à Valence (Drôme), dans les journées du 12, du 13 et du 14. Le 12, le citoyen Chancel, commissaire du gouvernement, arriva à Valence. Un attroupement considérable se forma sur la place de l'Hôtel-de-Ville pour protester contre sa

présence. Obligé de céder devant cette manifestation, qui n'était nullement dirigée contre le gouvernement, mais contre la personne du citoyen Chancel, qui paraissait inspirer des craintes au département, le commissaire consentit à suspendre provisoirement ses pouvoirs jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur eût décidé. Malheureusement, dès le lendemain matin, il fit afficher une proclamation au peuple qui provoqua un soulèvement en sa faveur. Un commencement d'émeute eut lieu dans la journée, mais sans résultat.

Le 14, le citoyen Froissard, commissaire général dans le département de la Drôme, arriva et reçut le conseil municipal, qui lui fit part d'une protestation délibérée par lui contre le citoyen Chancel. Le commissaire général annonça que tous les moyens de persuasion seraient tentés auprès du citoyen Chancel pour l'engager à quitter la ville. Mais tout fut inutile. Le citoyen Chancel se rendit auprès des ouvriers pour les exciter à prendre sa défense. A neuf heures du soir, un rassemblement considérable se porta vers la préfecture en criant: Vive Chancel!

La gendarmerie, l'artillerie à cheval et la garde nationale parvinrent à repousser les perturbateurs. A minuit, le citoyen Chancel fut conduit en prison par ordre du commissaire général. A trois heures, on l'a mis dans une chaise de poste, conduit à Grenoble et remis à la disposition du procureur général. On nous assure que le Gouvernement provisoire a donné ordre que M. Chancel serait amené à Paris.

— A la suite des troubles graves qui ont éclaté à Amiens, M. Leclanché, commissaire du gouvernement, a été forcé hier soir de quitter la ville. Nous devons dire que M. Leclanché avait déjà reçu l'ordre de quitter Amiens, et n'y représentait plus, par conséquent, le Gouvernement provisoire.

Liste des candidats à l'Assemblée nationale, publiée par l'Ami du Peuple.

(Chacun est libre de substituer à l'un des noms de cette liste le nom qu'il adoptera de préférence.)

Béranger.
Lamennais.
Louis Blanc.
Ledru-Rollin.
Albert, ouvrier.
Victor Considérant.
Pierre Leroux.
Raspail (F.-V.)
Agricol Perdiguier.
Vidal.
Armand Barbès.
Kersausic.
Cabet.
Savary, ouvrier cordonnier, délégué (1).
Martin Bernard, id.
Flotte, id.
Blanqui.
Adam, ouvrier corroyeur, délégué.
Adam (François), propriétaire, rue de Milan, 5.
Montagne, délégué.
Dupas, ouvrier horloger, id.
Lagrange.
Guinard, chef d'état-major de la garde nationale.
Charles Teste, professeur.
Philippe Bérard, délégué.
Gauthier, id.
Dupuis, id.
Hubert, id.
Redon, id.
Mallarmé, id.
Esquiros, homme de lettres.
Lemore, maire provisoire du 4^e arrondissement.
D'Alton-Shée.
Delaire ouvrier.

(1) Délégué à la Commission du Luxembourg, pour l'organisation du travail.

AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'Ami du Peuple, rue Saint-Martin, 222. — Rue des Marais-Saint-Martin, 53.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.